



Le Socle européen des droits sociaux

GENÈSE

► Du Traité de Rome (1957) à aujourd'hui, 200 textes européens encadrent la législation sociale dans l'UE.

La législation sociale demeure toutefois une prérogative des Etats membres en raison du « principe de subsidiarité »

► **1989** : La Commission Delors fait adopter par les Etats membres de la CEE la « *Charte communautaire des droits sociaux fondamentaux des travailleurs* ». Texte ambitieux, son application a une portée limitée notamment en raison des réticences du Royaume-Uni.

► **1989-2014** : « *Le moment d'impasse* ». En dépit d'une forte mobilisation de la société civile organisée, les institutions européennes et les Etats membres ne s'engagent pas dans une reconnaissance du caractère social du projet européen

► **2015** : Elu président de la Commission, Jean-Claude Juncker déclare vouloir rendre à l'Europe son « *Triple A social* », Après une large consultation publique, la Commission soumet aux Etats membres une série de propositions pour l'instauration d'un Socle européen des droits sociaux.

► **17 novembre 2017** : Le Socle européen des droits sociaux est adopté à l'unanimité des Etats membres (Sommet social tripartite de Göteborg)

CONTENU ET PORTÉE

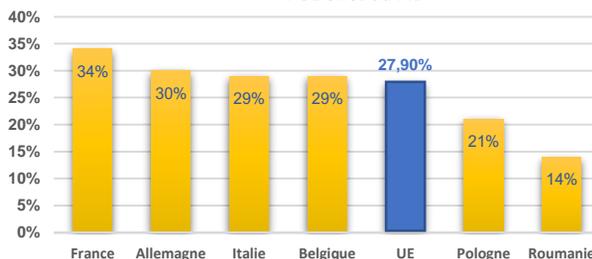
Les 20 principes du Socle européen

- L'égalité, la formation et l'apprentissage tout au long de la vie
- L'égalité entre les hommes et les femmes
- L'égalité des chances
- Le soutien actif à l'emploi
- Un emploi sûr et adaptable
- Un salaire permettant une vie décente
- Des informations sur les conditions d'emploi et une protection en cas de licenciement
- Le dialogue social et la participation
- des travailleurs
- L'équilibre entre la vie professionnelle et la vie privée
- Un environnement de travail sain, sûr et bien adapté et la protection des données
- Des services de garde d'enfants et d'aide aux enfants
- Le droit pour tous les travailleurs à une protection sociale appropriée
- le droit aux prestations chômage
- Le droit à un revenu minimum
- Le droit à une retraite pour tous les travailleurs
- Un accès garanti à des soins de santé
- Un accès garanti aux soins de longue durée
- L'inclusion des personnes handicapées
- Le logement et l'aide aux sans-abri
- L'accès aux services essentiels (eau, énergie transport, communication, etc.)

► **Des suites concrètes** : Bien que son adoption soit facultative, certaines dispositions du socle ont toutefois inspiré des directives européennes (révision de la directive sur le travail détaché (2018) ou directive garantissant un meilleur équilibre vie privée/vie professionnelle (2019)). Dans le cadre du Semestre européen, les politiques sociales des Etats membres font désormais l'objet d'une évaluation et d'un suivi de la Commission européenne.

DONNÉES

Dépenses de protection sociale dans les États membres de l'UE en % du PIB



- **120 millions d'européens** vivent sous le seuil de pauvreté
- **16,1% en moyenne** : écart de rémunération entre les hommes et les femmes dans l'UE
- **14%** de la population européenne confrontée à des situations extrêmes de mal-logement

SOURCE: EUROSTAT (2017)

DEMAIN ...

► Quelques questions

- L'absence de cadre juridique contraignant pose problème pour transcrire dans la législation des États membres les principes inscrits dans le Socle. La nouvelle présidente de la Commission européenne, Ursula Von Der Leyen entend toutefois faire de son mandat une opportunité pour aller « *vers plus d'Europe sociale* ».
- Comment faire du socle un outil efficace pour une lutte plus efficace contre le dumping et le moins disant-social?
- Comment Les acteurs non lucratifs peuvent profiter de ce contexte favorable pour défendre leur pleine contribution en faveur des droits sociaux dans l'Union Européenne? Quelle place dans la gouvernance du socle ?